

La Lettre de l'IRSEM

Juin 2026

I Actualités de l'IRSEM 2

Équipe
Publications de l'IRSEM
Ouvrages publiés par les chercheurs
ANR ASTRID CIGAIA
Événements
IRSEM Europe
Activités des chercheurs

I Veille scientifique 22

I Bibliothèque stratégique 23



Actualités de l'IRSEM

Équipe

Décoration

L'IRSEM félicite Maud Quessard, directrice du domaine Europe, Espace transatlantique et Russie, nommée chevalier dans l'Ordre national du mérite.



© ECPAD

La cérémonie de remise de décoration a eu lieu aux Invalides, le 18 juin 2026, à l'occasion de la prise d'armes de la DGRIS à laquelle une délégation de l'IRSEM a également participé.



© DGRIS

Prix

L'IRSEM félicite Céline Marangé, chercheuse Russie et Ukraine, qui a reçu le Prix du livre de géopolitique pour son ouvrage *La guerre d'Europe a commencé* (Les Arènes, 2026).



La cérémonie de remise du prix a eu lieu, le 17 juin, à l'hôtel Dassault en présence d'Alice Rufo, ministre déléguée auprès de la ministre des Armées et des Anciens Combattants. Elle était présidée par Jean-Yves Le Drian et Eric Trappier, PDG de Dassault Aviation.

Le Prix du livre de géopolitique a été créé en 2013 par Jean-Yves Le Drian, alors ministre de la Défense, Cédric Lewandowski, alors président de Lire la Société et Luce Perrot, fondatrice de Lire la Société. Le jury est composé de hauts responsables politiques et militaires, chercheurs, experts, universitaires et journalistes.

I Publications de l'IRSEM

Veille stratégique 4 (22 juin)



« Empreinte de la Chine à l'étranger », par Hugo Tierny, 4 p.

Dans un contexte d'intensification de l'empreinte sécuritaire globale de la Chine, cette veille stratégique, bimestrielle, vise à suivre dans la durée les implantations militaires et duales chinoises à l'étranger. L'empreinte est ici entendue comme l'ensemble des dispositifs militaires, logistiques, économiques et sécuritaires concourant à la présence, à l'influence et à l'action de la Chine à l'étranger.

Étude 136 (30 juin)



« Les interventions HADR face aux aléas environnementaux : Enjeux scientifiques, politiques et opérationnels », par Marine de Guglielmo Weber, Florian Opillard et Carine Pina, 116 p.

Depuis le début des années 1990, les forces armées de nombreux États ont vu leur rôle dans les opérations d'aide humanitaire et de secours en cas de catastrophe (HADR) évoluer de manière significative : d'acteurs de soutien périphériques, elles sont devenues des composantes opérationnelles centrales, garantissant déploiements rapides, coordinations logistiques et mobilisation de ressources à grande échelle dans des contextes de crise. Cette évolution s'est consolidée après les catastrophes naturelles majeures du début des années 2000. Parce qu'il affecte l'intensité et la fréquence d'une partie des catastrophes naturelles, le changement climatique transforme le paysage des missions HADR et rend effectivement le dialogue et l'interaction entre les intervenants de la protection civile et humanitaire et les militaires plus pertinents que jamais. Cette étude rassemble les interventions présentées et discutées par divers acteurs au cours d'un colloque organisé le 7 octobre 2025 par l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM). L'objectif de cet événement était de croiser et partager les savoirs scientifiques et empiriques autour des enjeux scientifiques, diplomatiques, stratégiques et organisationnels que ces opérations HADR posent aux états-majors militaires

et au secteur de l'intervention civile en contexte de catastrophe.

I Ouvrages publiés par les chercheurs



Revue Défense nationale (RDN), « Quand la Chine dépasse le monde », sous la direction de Benoit de Tréglodé et Carine Pina, numéro spécial été, 892.

La Chine s'affirme comme la deuxième puissance économique mondiale derrière les États-Unis, s'impose sur le plan international comme le premier partenaire commercial de 60 pays et dispose du deuxième budget de dépenses après les États-Unis. Et pourtant, certains en Occident persistent à ne vouloir voir la Chine que comme un « colosse aux pieds d'argile », alors que la trajectoire économique, politique et militaire de la RPC séduit incontestablement un grand nombre de pays du « Sud global ». La montée en puissance de la Chine traduit une stratégie visant non seulement à répondre à ses vulnérabilités internes, mais également à reconfigurer l'ordre économique et technologique mondial. Ce nouveau numéro d'été de la RDN coordonné par l'IRSEM réunit des spécialistes issus de champs disciplinaires variés – sinologues, politistes, économistes, experts des questions énergétiques, du nucléaire civil ou encore des infrastructures hydroélectriques – et entend croiser les approches et les échelles d'analyse afin d'éclairer la complexité des dynamiques contemporaines qui sous-tendent l'affirmation internationale de la Chine comme puissance économique, politique, militaire et surtout technologique.



Politique américaine, « Trump 2.0 et le nouvel âge de la politique étrangère américaine – Illibéralisme et complotisme, expertise et grandes puissances, religion et diplomatie », par Juliette Bourdin, Dusan Bozalka, Blandine Chelini-Pont, Marie Gayte, Maud Quessard, Sarah Rodriguez-

Louette, Victor Violier, L'Harmattan.

Ce numéro analyse les transformations de la politique étrangère américaine depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche en 2025. Loin d'un simple repli sur soi, la nouvelle administration a vu l'émergence d'un interventionnisme sélectif, fortement idéologisé, marqué par l'imbrication croissante entre politique intérieure et engagements internationaux. À travers l'étude de la rivalité avec la Chine, des relations avec la Russie, des dynamiques informationnelles, du nationalisme blanc et du rôle du religieux, les contributions montrent comment polarisation, illibéralisme et recomposition de l'expertise redéfinissent les priorités stratégiques des États-Unis et les formes contemporaines de leur puissance dans un ordre international fragmenté.

ANR ASTRID CIGAIA

30 juin : Fin des travaux du projet ANR ASTRID CIGAIA.

Le 30 juin 2026 marque la fin des travaux du projet ANR ASTRID CIGAIA (Controverses et Influence dans la guerre en Ukraine : étude de l'argumentation et de la contre-argumentation par l'utilisation d'un algorithme d'intelligence artificielle), retenu dans le cadre de l'appel thématique ANR ASTRID guerre cognitive 2022. Coordonné par Yves Auffret (IRSEM), ce projet a réuni le CREA de l'École de l'air et de l'espace, l'UMR I3S (CNRS, Inria, Université Côte d'Azur) et l'IRSEM et visait à étudier l'apport d'un algorithme d'intelligence artificielle pour comprendre les mécanismes d'argumentation et de contre-argumentation qui structurent les controverses informationnelles liées à la guerre en Ukraine, afin de mieux appréhender l'environnement informationnel des conflits contemporains.

Depuis janvier 2023, les équipes ont croisé les apports de la Science politique, de l'Histoire et de l'Informatique, afin d'étudier les controverses en ligne, d'identifier les dynamiques argumentaires à l'œuvre et de développer des outils innovants pour leur étude. Ce travail collectif associant les enseignants-chercheurs, chercheurs, post-doctorants et ingénieurs des différents partenaires du consortium a produit des résultats scientifiques significatifs, tant

sur le plan de l'analyse des controverses que sur celui du développement de méthodes d'intelligence artificielle appliquées à l'extraction automatique d'arguments. Au-delà des résultats obtenus et des projets de publications qui suivront, CIGAIA aura démontré l'intérêt d'une approche associant expertise humaine et outils d'intelligence artificielle pour l'étude des conflits informationnels et des mécanismes d'influence au cœur des enjeux stratégiques contemporains.

Événements

1^{er}-2 juin : Colloque « Services militaires et mobilisations (fin XIX^e-XXI^e siècles), IRSEM/ICP/IESD.



Organisées par Bénédicte Chéron, Thibault Fouillet et Maxime Launay, ces deux journées, réunissant historiens, politistes et sociologues, ont replacé le retour actuel des débats sur la conscription, les réserves et la mobilisation dans une histoire longue des rapports entre l'État, les armées et la société en France, en Europe, mais aussi dans plusieurs pays extra-européens (Israël, États-Unis, Taïwan, etc.).

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, la dégradation de l'environnement stratégique européen et les incertitudes entourant l'engagement américain ont redonné une forte actualité à ces questions. Le colloque a montré que la mobilisation ne saurait être réduite à une opération administrative consistant à placer des hommes sous l'uniforme. Phénomène social total, elle engage les institutions, l'économie, les infrastructures, les compétences civiles, les représentations collectives et les cultures politiques. Elle suppose une préparation des corps et des esprits, mais aussi des instruments très concrets d'identification, de sélection et d'affectation : fichiers, catégories médicales et professionnelles, systèmes de recensement ou outils numériques.

De la préparation militaire sous la Troisième République aux difficultés administratives de l'entre-deux-guerres, puis aux mobilisations russe et ukrainienne contemporaines, les échanges ont sou-

ligné la permanence des problèmes de centralisation, de formation, d'équipement et d'emploi des ressources humaines. Ils ont également interrogé les motivations des mobilisés, ainsi que la conciliation, dans les démocraties libérales, entre impératifs militaires et autonomie individuelle.

Le service militaire est apparu comme un objet profondément politique. Sa légitimité dépend moins de la seule désignation institutionnelle d'une menace que de la manière dont celle-ci est perçue par la population. Lorsque cette perception s'affaiblit, le service peut s'autonomiser de sa finalité guerrière et devenir le support d'attentes multiples concernant la jeunesse, la citoyenneté ou la cohésion nationale.

Les communications ont permis de revenir sur les différentes manières dont les sociétés ont cherché à sélectionner, instruire et préparer leurs citoyens. Sous la Troisième République, les sociétés de préparation militaire ont constitué un espace intermédiaire entre l'école et le régiment, mêlant formation civique, pratiques sportives et logique conscriptive. L'entre-deux-guerres français a, quant à lui, révélé la fragilité du lien armée-société, pris entre le traumatisme de la Grande Guerre, les aspirations pacifistes et le retour progressif des impératifs stratégiques face à la montée des menaces dans les années 1930. D'autres interventions ont interrogé la conscription comme expérience sociale, notamment à travers la fabrique des masculinités en Grèce ou les mobilisations étudiantes autour du service militaire en France et en Allemagne avant 1914.

Le colloque a également insisté sur les résistances politiques, culturelles et sociales à la mobilisation. Les discours de délégitimation de l'armée, les formes d'antimilitarisme, les débats socialistes sur le service militaire ou encore certaines campagnes nationalistes de l'après-guerre d'Algérie ont rappelé que le service militaire n'a jamais été un objet consensuel. Il a constamment été discuté, contesté, réapproprié et transformé selon les contextes politiques.

Plusieurs communications ont abordé la question de la projection des forces et du sacrifice des appelés. Des États-Unis pendant la guerre froide à la guerre d'Indochine, de l'usage potentiel des appelés au combat dans la France des années 1960-1980 à l'opération Daguet, les interventions ont montré que l'emploi de conscrits hors du territoire national constitue souvent un point de tension majeur. La question du service militaire ne renvoie donc pas seulement à l'instruction des citoyens, mais aussi à la légitimité du sacrifice demandé en temps de guerre ou d'intervention extérieure.

L'un des grands apports de ce colloque réside dans la remarquable diversité des sources mobilisées : archives administratives et militaires, débats parle-

mentaires, presse, productions audiovisuelles, littérature, chansons, témoignages, enquêtes de terrain, entretiens ou encore outils de lexicométrie. Cette pluralité documentaire témoigne du renouvellement des approches et de l'ouverture de l'histoire militaire aux perspectives sociales, culturelles, politiques et sociologiques. Les enjeux abordés ont également fait émerger de nombreuses pistes de recherche : comparaisons internationales, expériences individuelles des appelés, question du brassage social, formes contemporaines de réserve et de volontariat, démobilisation et sorties de guerre.

Ces deux journées de colloque ont finalement confirmé que le service militaire constitue un observatoire privilégié des rapports entre l'État, l'armée et la société. Elles ont ainsi conforté l'idée que c'est moins l'armée qui, par le service militaire, transforme la société que la société qui, par ses normes, ses attentes et ses divisions, transforme l'armée. La comparaison des modèles nationaux contemporains, qui a clôturé ces deux journées de colloque, a ainsi mis en évidence le caractère éminemment politique du service militaire et de la mobilisation, qu'il s'agisse de leur légitimation, de leur organisation ou de leur emploi. La conscription peut constituer une matrice de socialisation patriotique, comme en Turquie, s'inscrire dans la nécessité de recréer un langage commun entre l'État, l'armée et la jeunesse, comme l'illustrent les débats allemands, ou devenir un instrument de survie politique et de résilience nationale, en Israël, à Singapour ou à Taiwan.

Cyril Warnery

2 juin : Séminaire « The International Politics of Communication: Representing Community in a Globalizing World », IRSEM/CESDIP, avec Alan Chong (RSIS, Singapour) et Daniel Ventre (CESDIP).

Dans le cadre d'un séminaire organisé le 2 juin par Yves Auffret (IRSEM) et Daniel Ventre (CESDIP), Alan Chong, chercheur au centre d'études sur le multilatéralisme de la S. Rajaratnam School of International Studies (RSIS) à Singapour, a présenté son ouvrage *The International Politics of Communication: Representing Community in a Globalizing World* (University of Michigan Press).

Dans son ouvrage, Alan Chong oppose la diplomatie officielle entre États, dimension visible des relations internationales, à des formes d'influence plus informelles qui s'exercent notamment à travers le cinéma, Internet ou le tourisme. Selon lui, ces canaux participent à la formation des représentations collectives et peuvent influencer l'opinion publique bien au-delà des mécanismes diplomatiques traditionnels.

Lors de son intervention, il a d'abord abordé l'instrumentalisation du cinéma à des fins nationalistes. Il explique que le public ne fait plus la différence entre le divertissement et l'ingérence étatique, qui s'apparente pourtant à de la propagande. Si ce procédé a connu son apogée durant la Seconde Guerre mondiale aux États-Unis, Hollywood continue de façonner l'imaginaire mondial. Il souligne que la Chine adopte désormais une stratégie similaire en investissant la culture populaire, notamment à travers la science-fiction, comme l'illustre la série *Le Problème à trois corps*, pour légitimer sa puissance.

Cette propagande est facilitée par les habitudes de consommation de l'information. Comme le note l'intervenant, certaines personnes se forgent une opinion uniquement à partir de titres accrocheurs, délaissant les analyses spécialisées. Cette dynamique s'observe notamment sur des plateformes comme YouTube, où les conflits navals et aériens entre l'Iran et les États-Unis sont mis en scène à travers des miniatures. Le simple impact visuel des drones suffit alors à projeter une image de puissance et de destruction.

Alan Chong soutient que la politique de l'information moderne repose sur une théâtralisation minutieuse, conçue pour faire écho aux publics cibles. En se repositionnant sur le terrain des valeurs et de l'identité communautaire, la propagande s'imisce partout, rendant presque impossible l'identification des émetteurs aux yeux des citoyens. Son étude démontre que l'influence étatique utilise des canaux plus subtils et informels, tels que les programmes d'échanges universitaires à des fins de socialisation politique, ou encore le tourisme, que l'auteur qualifie de puissant levier discret. Il souligne que les dynamiques liant technologie et politique restent peu étudiées, alors que les stratégies d'influence passent désormais par la maîtrise des infrastructures critiques, telles que les centres de données et l'intelligence artificielle. Selon Alan Chong, la maîtrise de l'intelligence artificielle constitue désormais un enjeu central des stratégies d'influence, dans un contexte où les publics peinent de plus en plus à distinguer les informations fiables des contenus trompeurs.

En conclusion, l'auteur retrace l'évolution des stratégies d'influence au cours des deux dernières décennies pour montrer que le *soft power*, autrefois très encadré, a changé de nature. Aujourd'hui, son objectif principal est de fédérer des communautés virtuelles stables et engagées à long terme.

Fiona Louijean

2 juin : Séminaire Jeunes Chercheurs, avec Maud Quessard et Matthieu Blondeau.

Le séminaire Jeunes Chercheurs du 2 juin était consacré à la méthodologie et aux pratiques de recherche transdisciplinaire et internationale, avec un focus sur la recherche « par projet » au sein de cadres d'observation et d'analyse (type observatoires / domaines de recherche). Le séminaire avait pour objectifs de clarifier ce que recouvrent, concrètement, les démarches transdisciplinaires en études stratégiques (question de recherche, terrain, données, cadre théorique, restitution) ; comprendre comment se structurent et se pilotent des recherches par projet au niveau national et européen (cadrage, livrables, calendrier, partenariats, valorisation) : Projets ANR et Horizons EU ; outiller les doctorants pour transformer une problématique de thèse en projet(s) collectif(s) et opérationnels en s'associant à des projets de recherche nationaux et internationaux.

2 juin : Table ronde « Detering Russia: Elements towards a European Strategy », IRSEM/NDC, avec Florence Gaub, Oscar Jonsson (en ligne) et Michael Kofman.



Le 2 juin 2026, l'IRSEM a organisé une table ronde sur la stratégie militaire de la Russie en coopération avec le Collège de Défense de l'OTAN. Modérée par David Cadier, chercheur sécurité européenne à l'IRSEM, elle a réuni Florence Gaub, directrice de la division Recherche au Collège de Défense de l'OTAN (Rome), Michael Kofman, chercheur senior au Carnegie Endowment for International Peace, et Oscar Jonsson, enseignant à l'Université de défense de la Suède et chercheur associé au Collège de Défense de l'OTAN. L'objectif du séminaire était à la fois d'analyser l'évolution de la pensée et de la posture stratégique russe après quatre ans de guerre en Ukraine et de dégager des enseignements pour l'Europe en matière de défense et de dissuasion. Sur le premier point, Oscar Jonsson, auteur

de *The Russian Understanding of War* (Georgetown University Press, 2019) et de *The Russian General Staff* (Georgetown University Press, à paraître), a détaillé les trois visions de la guerre qui se superposent dans la pensée stratégique russe : la guerre comme phénomène de masse impliquant l'expansion des forces ; la guerre de position ou d'usure ; et la guerre moderne fondée sur des attaques courtes et décisives. Michael Kofman, auteur de « The Next Russia Threat » (*Foreign Affairs*, été 2026), a souligné un hiatus persistant entre les ambitions doctrinales de l'armée russe et leur traduction sur le terrain, tout en mettant en garde contre une transposition directe, dans l'analyse, des tactiques observées en Ukraine aux scénarios d'un affrontement potentiel avec l'OTAN. Il a par ailleurs mis l'accent sur deux évolutions majeures dans la stratégie militaire russe : la révision des conceptions de manœuvre terrestre et le développement des capacités de frappe de précision. Enfin, Florence Gaub, autrice de *Zukunft: Eine Bedienungsanleitung* (DTV, 2023), a mis l'accent sur un problème d'ordre prospectif (l'OTAN raisonne à un horizon maximal de 2030 tandis que la Russie fonde sa planification sur des échéances bien plus lointaines) tout en attirant l'attention sur la montée en capacité de la marine russe en Arctique et en mer Baltique. Ensuite, sur la question de la posture défensive de l'Europe, Oscar Jonsson a mis en lumière une asymétrie doctrinale entre la dissuasion par interdiction privilégiée par l'OTAN et la dissuasion par représailles favorisée par la Russie ; Michael Kofman a proposé une grille d'analyse en trois questions pour évaluer l'efficacité du signalement stratégique en matière de dissuasion (Moscou croit-il qu'un conflit est réellement possible ? Anticipe-t-il une guerre courte ou longue ? Quelle est son évaluation de la probabilité de succès et du risque d'escalade nucléaire ?) ; et Florence Gaub a évoqué les contraintes ayant trait aux sources disponibles (manque de données actualisées et de spécialistes de la Russie au sein des structures de l'Alliance). Dans l'ensemble, les intervenants ont insisté sur la nécessité de développer une compréhension plus fine de la manière dont la Russie lit les signaux occidentaux afin d'assurer une meilleure efficacité du signalement stratégique, la dissuasion demeurant avant tout une affaire de perception. Trois axes prioritaires ont par ailleurs été identifiés pour consolider la posture défensive de l'Europe : le renforcement de la résilience civile et de la mobilité militaire ; la montée en gamme des capacités de frappe dans la profondeur ; et la consolidation de la cohérence politique au sein de l'Alliance.

Camilla Maury

4 juin : Book Club 5 « Les faucons russes : Idéologues de l'empire de la fin de l'URSS à aujourd'hui », avec Pr Juliette Faure.



Dans le cadre du Book Club « Fronts de l'Est », Céline Marangé a eu l'honneur de recevoir, le 4 juin 2026 à l'École militaire, Juliette Faure qui a présenté son livre intitulé *The Rise of the Russian Hawks. Ideology and Politics from the Late Soviet Union to Putin's Russia* (Cambridge, UK, Cambridge University Press, 2025). À partir d'archives et d'entretiens menés en Russie, l'ouvrage met en lumière la compétition idéologique au sein de l'État russe et son rôle central dans la transformation de la politique étrangère du pays. Il retrace l'émergence et l'ascension des « faucons russes », un réseau d'acteurs aux vues impérialistes, depuis la fin de l'Union soviétique jusqu'à aujourd'hui. En analysant l'évolution de leurs idées et leur influence croissante sur la décision étatique, il montre comment ces élites ont façonné la stratégie et les référents idéologiques qui ont été utilisés par le régime pour justifier sa consolidation autoritaire et la poursuite d'une politique étrangère expansionniste ayant culminé avec l'invasion totale de l'Ukraine. Une traduction de ce livre est attendue à l'automne aux Presses universitaires de France.

Juliette Faure est professeure de science politique à l'Université de Lille. Major de l'agrégation de science politique en 2025, elle est titulaire d'un doctorat en science politique de Sciences Po Paris. Elle a récemment édité, en collaboration avec Mathew Humphrey et David Laycock, *The Routledge Handbook of Ideology Analysis*.

Céline Marangé

9 juin : Séminaire « Le cyberspace africain, entre autonomie et dépendances », avec Charlotte Escorne et William Elong.



À l'occasion de cette dernière séance du séminaire Afrique, animée par Alexandre Lauret, Mathieu Mérino et Yves Auffret, l'IRSEM a reçu Charlotte Escorne, doctorante en géographie-géopolitique à l'Université Paris 8, spécialiste du déploiement du réseau 5G en Afrique de l'Ouest, et William Elong, expert en intelligence artificielle et cybersécurité. Ils ont proposé deux éclairages, à la fois distincts et complémentaires, sur la manière dont l'Afrique se positionne à l'ère de la mondialisation numérique, entre dépendances structurelles et aspirations à l'autonomie.

Charlotte Escorne a ouvert son intervention en soulignant la prégnance, dans les discours publics actuels, d'un lien étroit entre numérique, développement et progrès. En effet, nombreux sont les acteurs, internationaux comme nationaux, qui estiment que les technologies numériques permettraient aux pays africains d'opérer un « saut qualitatif », comparable à celui de la Chine. La réalité est, en fait, bien plus contrastée. Certes, le taux de connexion à Internet a largement progressé sur le continent, toutefois d'importantes disparités subsistent, reflétant ainsi les inégalités structurelles de l'Afrique (accès à l'électricité, milieu urbain versus milieu rural, etc.). Charlotte Escorne a également souligné le fait que l'Afrique constitue, aujourd'hui, un marché stratégique pour les grandes puissances des télécommunications. Les équipementiers internationaux en quête d'exportations, notamment américains et chinois, s'affrontent sur le marché de la 5G, Huawei incarnant ici les nouvelles « routes dites numériques de la soie » voulues par Pékin. Véritable opportunité économique pour plusieurs États africains, cette rivalité entre multinationales freine néanmoins l'émergence d'entreprises locales,

les grandes firmes cherchant à préserver, avant tout, leur position dominante.

Le cas du Sénégal illustre parfaitement les dynamiques à l'œuvre dans le cyberspace africain. Sa position géographique (connexion à plusieurs câbles en fibre optique sur son territoire) et l'implantation croissante de centres de données en font un véritable hub stratégique en Afrique de l'Ouest. Par ailleurs, la multiplication des opportunités de développement numérique sert aussi ses intérêts nationaux, entre digitalisation des services publics et contrôle social des populations. Cette modernisation de l'État sénégalais, largement portée par son partenariat avec la Chine, révèle cependant plusieurs limites, notamment l'empilement de projets et l'absence de stratégie cohérente, ainsi que de nouvelles formes de dépendance.

De son côté, William Elong a abordé la question du cyberspace africain sous l'angle de la souveraineté et de la conflictualité numériques, invitant d'abord à démystifier les technologies, l'imaginaire de la supériorité américaine n'étant pas toujours fondé. Il distingue ainsi trois couches lorsqu'il aborde le cyberspace : i) la cybersécurité, où les infrastructures restent vulnérables (espionnage chinois du siège de l'Union africaine, etc.) ; ii) la guerre informationnelle, face aux campagnes de désinformation (notamment russes au Sahel), qui exige une contre-propagande et la formation de professionnels des médias ; iii) le secteur spatial, où des solutions accessibles existent désormais et permettent de se doter de capacités satellitaires à moindre coût (Ghana, Kenya, etc.). Il est également revenu sur la dépendance algorithmique de l'Afrique, dont les contributions à l'IA (notamment pour l'entraînement des modèles) ne sont ni valorisées ni reconnues. Face aux approches américaine (productivité), européenne (régulation) ou asiatique (IA ouverte et peu coûteuse), le continent devra définir sa propre voie, en médiatisant ses savoir-faire locaux pour peser dans les rapports de force mondiaux, sous peine de voir ses talents s'expatrier.

Pour les deux intervenants, le numérique, loin d'être neutre, est donc, avant tout, un champ de rapports de force entre acteurs internationaux, où l'autonomie de l'Afrique ne pourra se construire que par des politiques ambitieuses, la valorisation de ses talents et son affirmation comme acteur influent.

Marie Bolinches et Adrien Trohel

8-13 juin : École d'été internationale en études stratégiques « Penser les conflits au XXI^e siècle ».

La première édition de la nouvelle école d'été en études stratégiques s'est tenue du 8 au 13 juin à l'université Paris-Panthéon-Assas et à l'École militaire.

Organisée dans le cadre d'un partenariat franco-canadien, elle a réuni l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), les centres d'excellence labellisés par la DGRIS « Organiser la surprise stratégique » (porté par Sorbonne Université et Panthéon-Assas Université) et « Stratégie et conflits Bordeaux Campus » (porté par l'université de Bordeaux, l'université Bordeaux Montaigne et Sciences Po Bordeaux), ainsi que l'Université Laval de Québec.

Pendant six jours, une trentaine de participants – étudiants de master et doctorat, professionnels des secteurs public et privé – ont suivi les enseignements de plus de vingt intervenants issus des milieux universitaire, diplomatique, militaire et industriel. Cette première édition, consacrée au thème « Penser les conflits au XXI^e siècle », avait pour objectif de fournir des outils conceptuels, théoriques et méthodologiques pour penser les défis stratégiques contemporains. La semaine s'est déroulée selon un format mêlant conférences, tables rondes, ateliers participatifs et exercices collectifs, dans une approche pluridisciplinaire mêlant droit, économie, science politique et relations internationales.

Les deux premières journées, organisées à l'université Paris-Panthéon-Assas, étaient consacrées à « la reconfiguration de l'ordre international ». La conférence d'ouverture, animée par le général Benoît Durieux et Agathe Courdec, et modérée par Olivier Forcade et Jean-Vincent Holeindre, a porté sur la notion de surprise stratégique. Les participants ont ensuite bénéficié d'une analyse double, académique et diplomatique, sur les évolutions de la puissance américaine et de la relation transatlantique avec Jonathan Paquin et Muriel Domenach. La première journée s'est conclue par une intervention du général Hervé Pierre, qui est revenu sur son expérience militaire. La deuxième journée a abordé les tensions entre droit international et usage de la force avec Julian Fernandez sur les violations du droit international, puis Sophie Momzikoff, spécialiste de la Russie et Rémi Castets, spécialiste de la Chine, sur le retour des puissances désinhibées. Une table ronde consacrée aux puissances régionales (Inde avec Sylvia Malinbaum, Brésil avec Iris Marjolet et Turquie avec Philippe Monceau) ainsi qu'un exercice sur les infrastructures critiques et les dépendances stratégiques ont complété une réflexion sur les reconfigurations des rapports de puissance.



Les troisième et quatrième journées étaient consacrées aux formes de conflictualité à venir. Les participants ont étudié les enjeux nucléaires avec Adrien Schu, aérospatiaux avec le colonel Mathieu Rigg, l'essor des drones dans les conflits récents avec Vincent Turret, et les applications militaires de l'intelligence artificielle, avec Louis Perez. Se poursuivant sur le site de l'École militaire, les interventions ont ensuite porté sur les espaces cyber, présenté par Marie-Gabrielle Bertran, et informationnel, présenté par Paul Charon, ainsi que sur les conséquences du changement climatique pour la défense, présentées par Marine de Guglielmo Weber. S'en est suivie une pause culturelle, avec la visite du musée de l'Armée et de l'Hôtel national des Invalides.



Les deux dernières journées se sont finalement articulées autour de la question de la préparation à la réponse à ces défis. Le lien armée-nation a été abordé par le général Pierre-Joseph Givre, le retour du service militaire en Europe par Maxime Launay, l'économie de guerre par Jean Belin, le réarmement européen par Samuel Fauré ainsi que les relations entre l'industrie de défense et les institutions publiques par la responsable des affaires institutionnelles de Safran, Suzanne Kucharekova. La semaine a pris fin avec des interventions consacrées à la défense européenne par Anne-Marie Tournepiche et à l'avenir de l'Ukraine par Justin Massie, avant un exercice prospectif sur l'avenir des États démocratiques permettant de mobiliser l'ensemble des connaissances acquises au cours de la semaine.

Cette première édition a rencontré un vif succès grâce à la qualité des intervenants et à la richesse des échanges. La prochaine édition se déroulera au Québec.

Perrine Choppick-Roca

16 juin : Séminaire « L'Iran à l'épreuve de la guerre : entre résilience et fissures internes », avec Bernard Hourcade, colonel Frédéric Campos et Ellie Geranmayeh.



Ce séminaire, organisé par les chercheuses Fatiha Dazi-Héni (modératrice), Isabelle Lafargue et Audrey Pluta, s'est tenu le 16 juin à l'École militaire.

Alors qu'un protocole d'accord (MOU) entre les États-Unis et l'Iran vient d'être signé entérinant un cessez-le-feu afin d'esquisser, sur une période de soixante jours de négociations, un accord cadre, ce séminaire a été l'occasion de faire un bilan d'étape concernant l'Iran : Que reste-t-il de l'Iran ? Quelles sont ses perspectives d'évolution politiques ? Quelles sont les modalités stratégiques de la réouverture d'Ormuz ?

Pour cette séance, complémentaire de celle qui s'était tenue le 4 décembre 2025, trois spécialistes de la région ont été réunis, pour évaluer la situation de l'Iran plus de 3 mois et demi après le déclenchement de la guerre lancée par Israël et les États-Unis à l'encontre de l'Iran.

Dans un premier temps, Bernard Hourcade, directeur de recherche émérite au CNRS, géographe spécialiste de l'Iran, a présenté un état des lieux de la situation du régime et de l'État iranien, en interrogeant ces deux notions : la guerre est-elle contre l'État ou contre le régime iranien ?

Ce n'est pas le régime, discrédité depuis les massacres de janvier qui sont un crime mais aussi une faute politique, qui a combattu, mais bel et bien l'Iran en tant qu'État, estime Bernard Hourcade.

La possibilité d'un changement de régime a été finalement contenue « grâce » à la guerre. L'Iran traverse depuis une phase transitoire (il serait réducteur de parler d'une chute du régime), avec un changement de régime probable mais incertain, autour du tan-

dem que forment le président Massoud Pezechkian et le général Ghalibaf, président de l'Assemblée consultative islamique et d'une nouvelle génération de Gardiens de la révolution (IRGC).

S'agissant du bilan du conflit, Israël est triplement battu dans son projet de faire de l'Iran un État failli, divisé politiquement, et dans l'incapacité de résister. Quant à l'Iran, il n'est pas écrasé. Son État s'est renforcé. Il est désormais capable de négocier directement avec les États-Unis, comme le prévoit le protocole d'accord (signé le 17 juin 2026).

Le colonel Frédéric Campos, ancien attaché de défense français en Iran (2011), a complété le propos par son expertise sur l'outil militaire iranien. L'Iran a cette particularité de disposer de deux armées, l'armée régulière : l'Artesh formée à l'occidentale sous le Shah et l'armée moderne des Pasdaran ou des Gardiens de la révolution, le Sepah créé en 1979 et doté de matériel russe et chinois. Lorsque l'Irak attaque l'Iran dans la longue guerre de 8 ans qui va les opposer, l'Artesh est conservée par la république islamique mais avec une composante Air, parent pauvre de l'armée en raison des sanctions. Ces dernières années, les deux armées se sont progressivement rapprochées d'un point de vue opérationnel, renforçant une confiance mutuelle, et développant dans le même temps, le concept de défense asymétrique dans le cas d'une éventuelle guerre contre les États-Unis.

En ce qui concerne le Sepah, leurs capacités balistiques sont amoindries, les grosses unités de marine ont certes été coulées mais elles disposent d'un grand nombre de petites vedettes rapides.

En dépit de ces pertes, on note une préparation qui a porté ses fruits en termes de défense, grâce au concept de défense mosaïque, qui consiste à décentraliser les commandements dans les différentes provinces, avec une possibilité de prise d'initiative. Le soutien russe et chinois, en renseignement et en missiles, a participé de cette résilience iranienne.

L'Iran a démontré sa capacité de tir à grande intensité sur les autres pays, là où auparavant, les actions étaient de faible intensité. En attaquant directement Israël et des cibles américaines dans le Golfe, et en prenant le contrôle du détroit d'Ormuz, le pays impose son champ de bataille.

Ellie Geranmayeh a souligné, quant à elle, la nécessité de soutenir les négociations et a insisté sur l'importance de coordonner les efforts entre l'Union européenne et les partenaires régionaux du Golfe. La directrice adjointe du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord du Conseil européen pour les relations internationales de Londres considère que le détroit d'Ormuz ne recouvrera pas son statut

d'avant la guerre. Enfin, Ellie Geranmayeh a rappelé que le détroit d'Ormuz est pour l'Iran une question de souveraineté cruciale, autour de deux problématiques que sont la législation et le débat politique, notamment vis-à-vis de la position américaine.

Le volet nucléaire est un élément clé des négociations pour lequel la délégation américaine semble manquer de compétences techniques face à une délégation iranienne rodée, d'où la proposition européenne de partager le fardeau en soutien au travail d'inspection de l'AIEA. Tout l'enjeu sera de reconstruire un climat propice à négocier, alors que la confiance est fragile de part et d'autre.

Blanche Rondet

19 juin : Séminaire « L'engagement des volontaires civils étrangers dans la guerre en Ukraine : approcher l'effort de guerre par ses "zones grises" », avec Clément Perrot (EHESS, CERCEC), IRSEM/ISP.



Clément Perrot, doctorant en Études politiques à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS, CERCEC) sous la direction de Ioulia Shukan, a présenté, le 19 juin 2026 à l'École militaire, sa recherche doctorale « L'engagement des volontaires civils étrangers dans la guerre en Ukraine : approcher l'effort de guerre par ses "zones grises" ». Son intervention se déroulait dans le cadre du cycle IRSEM/ISP « L'espace social et politique de la guerre », animé par Anna Colin-Lebedev, Anne Le Huérou, Céline Marangé et Victor Violier.

Depuis le 24 février 2022, un mouvement transnational de soutien civil à l'effort de guerre ukrainien s'est constitué à travers une multitude d'initiatives bénévoles et informelles. Au cœur de ces réseaux de solidarité, des bénévoles, principalement issus des pays dits occidentaux – Europe de l'Ouest, Amérique du Nord, Océanie – se sont durablement engagés sur le territoire ukrainien et intégrés à des réseaux locaux d'aide aux populations civiles, de collecte, d'acheminement et de distribution des dons, ou de soutien

militaire. Comment ces « volontaires » [волонтери] s'engagent-ils et se socialisent-ils dans une configuration sociale aux interstices entre sphères civiles, humanitaires et militaires ? Comment leurs formes organisationnelles et leurs modalités d'action sont-elles affectées par la baisse des dons, leur dépendance croissante aux institutions humanitaires et le redéploiement des dispositifs de l'action publique ukrainienne ?

Fondée sur une enquête ethnographique et filmique au long cours menée en Ukraine au sein de groupes de volontaires étrangers, cette intervention discutait des transformations graduelles de ces engagements civils au bout de quatre années de guerre, depuis le point de vue des acteurs et actrices, ainsi que l'observation de ces groupes au quotidien. Entre autonomie et institutionnalisation partielle, elle examinait également l'impact de ces expériences d'auto-organisation sur les parcours biographiques, notamment la manière dont la guerre en Ukraine devient une cause et dont se tisse une communauté d'acteurs non ukrainiens engagés sur place sur le long terme. Pour ce faire, elle prenait pour point de départ empirique les « zones grises » de l'effort de guerre, afin de montrer comment l'action volontaire déborde les cadres classiques de l'action instituée et permet de réfléchir, d'une part, à la manière dont ces groupes deviennent et demeurent des acteurs indispensables de l'effort de guerre en Ukraine et, d'autre part, aux spécificités du rôle et de l'expérience des étrangers et des étrangères au sein d'une action volontaire qui se déploie dans le pays depuis la révolution du Maïdan de l'hiver 2013.

La prochaine séance du cycle de séminaires IRSEM/ISP qui s'intitule « L'espace social et politique de la guerre : transformations, engagements, adaptations » se tiendra à l'École militaire le 11 septembre 2026, de 9h à 10h30 en salle des commissions, autour d'Alexandra Goujon, MCF HDR en science politique à l'Université de Bourgogne Europe, spécialiste de l'Ukraine et de la Biélorussie.

Victor Violier

22 juin : Séminaire « Ukraine as a Security Provider for Europe: A Reality or a Distant Dream? », Sciences Po/IRSEM/Chatham House.



En partenariat avec Orysia Lutsevych de Chatham House (Londres) et avec Susan Stewart de l'Institut allemand pour les Affaires internationales et de sécurité (SWP, Berlin), Céline Marangé a organisé plusieurs événements les 22 et 23 juin. Il y a d'abord eu à l'École militaire un séminaire fermé en deux temps, intitulé « Ukraine as a Security provider for Europe: A Reality or a Distant Dream? ». La première session portait sur la stratégie militaire de l'Ukraine. Modérée par Prysia Lutsevych, elle a réuni Andriy Zagorodnyuk, ancien ministre de la Défense de l'Ukraine (2019-2020) et président du Centre pour la stratégie de défense (Kyiv), ainsi que deux experts renommés des enjeux militaires, Élie Tenenbaum de l'IFRI et Marc DeVore de l'Université Saint Andrew. La seconde session portait sur le rôle de l'Ukraine dans la future architecture de sécurité européenne. Modérée par Céline Marangé, elle a réuni Barbara Lippert, directrice de la recherche au SWP, Susan Stewart, chercheuse spécialiste de l'Ukraine, et Pierre Haroche, maître de conférences à l'École européenne de sciences politiques et sociales de l'Université catholique de Lille et ancien chercheur à l'IRSEM. C'était l'occasion de présenter à Paris les conclusions actualisées du rapport SWP-IRSEM intitulé « The tipping point: An emerging model of European security with Ukraine and without Russia ».

Céline Marangé

22 juin : Panel discussion « In the Eye of European Storm: Lessons from Ukraine for European Defence », Sciences Po/IRSEM/Chatham House.



Organisée par l'IRSEM en partenariat avec l'École d'affaires publiques de Sciences Po et Chatham House, cette conférence visait, d'une part, à explorer les changements dans la conduite de la guerre résultant des innovations technologiques qui permettent le développement de stratégies asymétriques et, d'autre part, à comprendre les implications de ces changements et du contexte géopolitique sur les capacités de défense de l'Europe. Elle était modérée par Christian Lequesne, professeur de science politique à Sciences Po. Andriy Zagorodnyuk, ancien ministre ukrainien de la Défense (2019-2020) et président du Center for Defense Strategies (Kyiv), a d'abord présenté les leçons que l'on peut tirer de la guerre en Ukraine pour imaginer la nature des conflits de demain, ainsi que les adaptations doctrinales qu'elles devraient induire. Marc DeVore, maître de conférences à l'Université Saint Andrew et chercheur associé à Chatham House, s'est ensuite penché sur la question de savoir si les Européens étaient effectivement prêts à se défendre sans le soutien des États-Unis. Orysia Lutsevych, directrice du Forum pour l'Ukraine à Chatham House, a exposé en quoi l'Ukraine pouvait être un atout pour la défense de l'Europe en insistant sur les capacités militaires et la résilience sociétale. Céline Marangé, chercheuse à l'IRSEM, s'est ensuite penchée sur les formats de collaboration et d'intégration qui semblent les plus efficaces. Elle a d'abord souligné la volonté des États européens de préserver l'architecture de sécurité existante en développant un pilier européen de l'OTAN et en faisant en sorte que l'Union européenne devienne un acteur à part entière de la sécurité et de la défense ; elle a ensuite discuté de l'intérêt qu'il y a à développer de nouvelles structures mini-latérales de coopération centrées sur une région, ainsi que des initiatives ad hoc comme la coalition des volontaires ou l'initiative

tchèque pour les munitions, qui offrent une plus grande flexibilité et réactivité. De nombreux étudiants étaient présents dans le public. Ils ont posé des questions très pertinentes concernant notamment les capacités européennes d'innovation et de production, les conditions d'une montée en puissance de l'Europe, la signification de l'intimidation nucléaire de la Russie ou encore l'impact des futures échéances électorales sur la cohésion européenne.

Céline Marangé

23 juin : Séminaire « La nouvelle stratégie militaire de l'Ukraine », IRSEM/Task Force Ukraine.

La Task Force Ukraine, commandée par le général Armel Dirou, et l'IRSEM, représenté par Céline Marangé, ont organisé un séminaire à l'état-major des armées sur la nouvelle stratégie militaire de l'Ukraine. Andriy Zagorodnyuk, ancien ministre ukrainien de la Défense (2019-2020) et président du Center for Defense Strategies (Kyiv), a pu exposer sa vision de la neutralisation stratégique à l'état-major des armées. Il a également présenté l'état du front et ses prévisions pour l'année 2026, ainsi que son appréciation des principales contraintes rencontrées par l'armée russe. Il a insisté sur l'importance de revigorer les recherches opérationnelles, d'avoir une approche stratifiée de la théorie de la victoire et de considérer la fragmentation du domaine aérien – thèses qu'il a notamment développées dans un récent article intitulé « The new revolution in Military Affairs. How Ukraine is driving doctrinal change in modern warfare » (Carnegie Endowment For International Peace, avril 2026). En dernier lieu, il a été reçu pour un déjeuner de travail par le général Eric Peltier, directeur adjoint de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie du ministère des Armées, en présence des équipes qui travaillent sur l'Ukraine et la Russie à la DGRIS.

Céline Marangé

25 juin : Séminaire « Shattered or Reshaping? Firms in a Fractured Global Order », co-organisé par Olivier Chatain (HEC Paris), Jeremy Ghez (HEC Paris), Paul Charon (IRSEM).



Dans le prolongement du colloque de l'an dernier (2 juin 2025), cette édition a exploré le rôle et le point de vue des entreprises dans un monde où les conflits entre puissances s'intensifient.

Après une introduction d'Eloïc Peyrache, directeur général d'HEC Paris, la première table ronde, « Global risks – where do we stand? », était animée par Anastasia Bulaskaya (HEC Paris). Les intervenants ont examiné la montée du risque géopolitique et la manière dont les acteurs privés y font face. Bertrand Badré (PDG de Blue Like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier de la Banque mondiale) a retracé le chemin parcouru depuis l'apogée de la mondialisation jusqu'à aujourd'hui. Il a souligné combien le risque géopolitique est, par nature, difficile à appréhender pour des dirigeants habitués à traiter ce qui « tient dans un tableur ». Élie Baranets (IRSEM) a rappelé que les théories des relations internationales aident à raisonner sur les situations, mais en prédisent mal l'issue.

La deuxième table ronde, « A shattered world, but to what extent? », animée par Eric Mengus (HEC Paris), a porté sur les forces qui poussent à l'intégration et celles qui l'en détournent. Au cours de leurs échanges, David Cadier (IRSEM), Jeremy Ghez (HEC Paris), Elvire Fabry (Institut Delors) et Michael Witt (King's College Business School) ont dressé le tableau de dynamiques contrastées : d'un côté l'effondrement d'institutions anciennes (par exemple l'OMC), de l'autre la création de nouvelles enceintes appelées à les remplacer de fait, telles que les clauses d'arbitrage des accords commerciaux récemment signés par l'UE. Des puissances aux vues convergentes raccommode ainsi en partie un tis-

su en train de se défaire. La discussion s'est achevée sur des appréciations divergentes quant à l'urgence de la réaction européenne aux événements.

La dernière table ronde, « How firms are responding », animée par Tomasz Michalski (HEC Paris), a évalué la réponse des entreprises aux bouleversements actuels. Les échanges ont mis en évidence la forte hétérogénéité des points de vue des entreprises et de leur maturité face aux risques et aux chocs géopolitiques. Olivier Chatain (HEC Paris et IRSEM) a avancé que certaines très grandes plateformes numériques (Google, Meta) faisaient preuve d'une grande capacité d'anticipation, comme en témoigne la structure de leurs investissements dans les câbles de communication sous-marins, qui contournent les goulots d'étranglement habituels. Anna Vlasiuk Nibe (université du Danemark du Sud) a décrit des stratégies contrastées, selon par exemple le degré de dépendance des entreprises à l'égard des États. Famke Krumbmüller (EY-Parthenon) a observé que beaucoup d'entreprises étaient dans le déni du risque géopolitique et sous-estimaient leur capacité à maîtriser leur destin. Enfin, Aline Gatignon (HEC Paris) a rappelé que, pour les entreprises des pays en développement, l'instabilité actuelle n'avait rien de nouveau et que celles-ci étaient plus enclines à y voir des occasions à saisir.

Olivier Chatain

IRSEM Europe

1^{er} juin : Brown Bag Seminar Nordique-Baltique, IRSEM Europe/FIIA.

Le 1^{er} juin 2026, IRSEM Europe a organisé un Brown Bag Seminar Nordique-Baltique, en coopération avec le Finnish Institute of International Affairs, consacré aux transformations du paysage européen des acquisitions de défense. Nous avons eu le plaisir d'accueillir Tuomas Iso-Markku pour une intervention portant sur les évolutions des politiques de défense européennes depuis 2022. La guerre en Ukraine, les incertitudes liées à l'engagement américain en Europe et l'accélération technologique contribuent à redéfinir les priorités des États européens.

Les échanges ont notamment abordé les capacités industrielles, les cycles d'acquisition, les drones, les leçons tirées de l'Ukraine, ainsi que le rôle de l'Union européenne et de l'OTAN dans la construction d'une défense plus résiliente.

25 juin : Workshop on Defense Willingness co-organisé avec le Scottish Council on Global Affairs et l'université de St. Andrews.

IRSEM Europe a co-organisé à Bruxelles, avec l'université de St. Andrews et le Scottish Council on Global Affairs, un atelier d'experts consacré à l'évolution des attitudes des sociétés européennes envers les forces armées, la conscription et l'usage de la force.

Les discussions ont abordé la notion de *defense willingness*, à travers des perspectives historiques, sociologiques et comparatives, en interrogeant notamment les transformations du service militaire, les formes de mobilisation citoyenne et les rapports entre État, armée et société. Les échanges ont également porté sur les perceptions publiques de la défense européenne, les divisions sociales, les récits stratégiques, ainsi que les défis liés à une approche de défense mobilisant l'ensemble de la société. La session finale, avec le lieutenant-général Enrico Barduani, vice-président du Comité militaire de l'UE, permet d'ouvrir une réflexion sur la manière de sensibiliser les jeunes générations aux enjeux de sécurité tout en préservant la confiance démocratique.

29 juin : The EU's Next Chapter : Economic, Political and Security Gains from Ukraine's Accession.

Le 29 juin à Bruxelles, IRSEM Europe a organisé une présentation suivie d'une discussion autour du *policy paper* du Transatlantic Dialogue Center de Kiyv intitulé « The EU's Next Chapter: Economic, Political and Security Gains from Ukraine's Accession ».

Présenté par Marianna Fakhurdinova, coordinatrice du programme EU-Ukraine Partnership au TDC et fellow au CEPA, ce travail a proposé de déplacer le regard porté sur l'élargissement : au-delà des défis liés à l'intégration de l'Ukraine, il a mis en lumière les bénéfices que son adhésion pourrait apporter à l'Union européenne. La discussion, modérée par Philippe Perchoc, a porté sur les gains économiques, politiques et sécuritaires attendus, dans des domaines tels que l'industrie de défense, l'innovation numérique, l'énergie, l'agriculture, les matières premières critiques et la compétitivité européenne.

Publication



Enquête 04/2026 : « 2030: What to Expect? », par Marie Hiliquin & Philippe Perchoc, IRSEM Europe/DGRIS, 5 p.

La guerre en Ukraine, la fragmentation géopolitique, la résurgence des conflits interétatiques et l'accélération des ruptures technologiques ont profondément transformé l'environnement sécuritaire européen. Dans ce contexte, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire, IRSEM Europe (Bruxelles), a conduit un exercice collectif de prospective stratégique auprès de ses réseaux académiques et institutionnels.

L'enquête est également [disponible en anglais](#).

Activités des chercheurs



Yves Auffret

- Co-organisation avec Daniel Ventre (CESDIP) du séminaire fermé « The International Politics of Communication: Representing Community in a Globalizing World », avec une intervention d'Alan Chong (RSIS), École militaire, 2 juin.
- Co-organisation avec Alexandre Lauret et Mathieu Mérino du séminaire « Le cyberspace africain, entre autonomie et dépendances », École militaire, 9 juin.
- Jury au grand oral du Master 2 Relations internationales de l'université Paris-Panthéon-Assas, 17 juin.
- Co-organisation avec Marie-Gabrielle Bertran (ENS, CIENS) et Benoît Lopez de la deuxième réunion du pôle Technologies numériques et conflictualités de l'AEGES, en distanciel, 18 juin.
- Participation à l'assemblée générale de l'AEGES, Science Po Paris, 18 juin.
- Présentation lors de la visite de la National Defense University du Pakistan organisée par la DEMS, École militaire, 22 juin.
- Jury du concours de création de jeux (GameJam) pour l'événement Wargaming à Paris, École militaire, 23-24 juin.
- Présentation « Wargaming et formation de l'officier », Wargaming, École militaire, 24 juin.
- Clôture des travaux pour le projet ANR ASTRID CIGAIA (EAE, CNRS, IRSEM), 30 juin.
- Publication : « La souveraineté numérique chinoise : technologies émergentes, dépendances et normes internationales », *Revue défense nationale*, « Quand la Chine dépasse le monde », sous la direction de Benoît de Tréglodé et Carine Pina, 892, juin-juillet.



Élie Baranets

- Intervention dans le panel « Global risks – Where Do We Stand? », à la conférence « Shattered or Reshaping? Firms in a Fractured Global Order », IRSEM/HEC, École militaire, 25 juin.
- Intervention dans l'émission « Questions du soir : le débat », France Culture, 29 juin.



David Cadier

- Intervention dans le cadre d'un petit-déjeuner chercheurs-décideurs sur le lien transatlantique à l'approche du sommet de l'OTAN à Ankara, Ministère de l'Europe et des affaires étrangères,

2 juin.

- Organisation et modération de la table ronde « Deterring Russia: Elements towards a European Strategy », avec Michael Kofman, Florence Gaub et Oscar Jonsson, en coopération avec le Collège de défense de l'OTAN, IRSEM, 2 juin.

- Organisation et modération de la réunion fermée « Le futur de l'OTAN et l'OTAN du futur », avec Florence Gaub, IRSEM, 3 juin.

- Intervention sur le thème « Sustaining Ukraine in a Protracted War » dans le cadre du séminaire « Ukraine and European Security » co-organisé par la Carnegie Endowment of International Peace et le ministère des Affaires étrangères de la Finlande, Helsinki, 4 juin.

- Participation à des jurys de soutenance de mémoire, Département Relations internationales et Diplomatie, Collège d'Europe, en ligne, 5 juin.

- Podcast : « Towards a Transformed European Security Policy », avec Florence Gaub et Michael Kofman, The Russia Contingency/ War on the Rocks, 5 juin.

- Communication : « The Politicisation of Visegrad Countries' Policies Towards Ukraine », Convention annuelle du Standing Group on International Relations (SGRI) de l'Association italienne de science politique (SISP), Palerme (Italie), 19 juin.

- Modérateur et discutant pour le panel « Populism, Polarisation and Narrative Construction », Convention annuelle du Standing Group on International Relations (SGRI) de l'Association italienne de science politique (SISP), Palerme (Italie), 19 juin.

- Présentations : « European strategic autonomy and the Russia-Ukraine war » et « National Perspectives on Russia and Ukraine », École d'été de l'University Consortium (Oxford – Harvard – Columbia – Sciences Po), Cracovie (Pologne), 24 juin.

- Intervention dans le cadre de la table ronde « A Shattered World, But to What Extent? », conférence « Shattered or Reshaping? Firms in a Fractured Global Order » co-organisée par HEC Paris et l'IRSEM, École militaire, 25 juin.

- Communication : « De la géopolitisation à la politisation : les politiques des États d'Europe centrale à l'égard de l'Ukraine », Section thématique « Sécurité

et élargissement : (re)penser l'élargissement de l'UE au prisme des enjeux sécuritaires à l'Est de l'Europe », co-organisée par Anne Bazin et Elsa Tulumets, 18^e Congrès national de l'Association française de science politique (AFSP), Lyon, 30 juin.



Paul Charon

- Entretien avec une délégation du Ministry of Defense communications organisation de Singapour, École militaire, 1^{er} juin.

- Participation au comité de suivi de thèse de Juliette Loesch, doctorante à l'Inalco, 1^{er} juin.

- Intervention : « Désinformer en séries : architextes et narratèmes », séminaire De Facto coordonné par Arnaud Mercier et Flore Di Sciullo, Université Paris-Panthéon-Assas, 9 juin.

- Intervention : « La lutte informationnelle », École d'été d'études stratégiques « Penser les conflits au XXI^e siècle », organisée par l'université Paris-Panthéon-Assas, l'université Laval et l'IRSEM, 11 juin.

- Participation à la journée de lancement du projet de recherche IACARI, Inalco, 19 juin.

- Intervention : « Les nouvelles frontières de la fiction. De l'usage des récits fictionnels dans les armées et les services de renseignement », Académie du renseignement, 22 juin.

- Participation au comité de suivi de thèse de Chloé Gondat, doctorante à l'Inalco, 23 juin.

- Intervention : « Qu'est-ce qu'un récit stratégique ? », journée d'étude organisée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 24 juin.

- Intervention : « China's evolving information strategies », Logistica, guerra ibrida e resilienza informativa, Comando Logistico dell'Esercito (COMLOG), 30 juin.



Fatiha Dazi-Héni

- Interview par Sami Zaïbi, « Hadj sous haute tension politique en Arabie saoudite, pressée par Donald Trump de normaliser son lien avec Israël », Le Temps, 26 mai.

- Conférence : « Les monarchies du Golfe : doubles victimes d'une guerre d'Iran subie » à l'invitation du Cercle des Vingt (association d'anciens diplomates dirigée par l'ambassadeur Marc Perin de Brichambaut), Maison de l'Amérique latine, 4 juin.

- Coorganisation du séminaire « L'Iran à l'épreuve de la guerre : entre résilience et fissures internes », IRSEM, École militaire, 16 juin.

- Entretien vidéo : « 5 questions à Fatiha Dazi-Héni : Les pétromonarchies dans la tourmente », CAREP Paris, 16 juin.

- Entretien vidéo : « La guerre d'Iran et la fin de la domination américaine », « Le Monde de Pierre Haski », 19 juin.



Samuel Faure

- Cité par Kjeld Neubert, « FCAS without a fighter jet: What can France and Germany salvage? », Euractiv.com, 2 juin.

- Intervention : « Le rôle de l'Union européenne dans le réarmement de l'Europe », Colloque « Le financement des opérations militaires : des OPEX à l'Ukraine » dans le cadre de l'ANR « Le Nerf de la guerre », École militaire, 2 juin.

- Réunion de lancement des travaux du groupe de recherche franco-brésilien AURELA sur l'autonomie et les reconfigurations du multilatéralisme (2026-2030) ; coordination de l'axe sur l'autonomie stratégique avec Rafael Mesquita (Université fédérale du Pernambouc), 4 juin (en ligne).

- Intervention : « The Rearmament Trap : EU Capacity-Building without European Integration », « Cohesion Talk » organisé par la Cour des comptes européenne, 5 juin (en ligne).

- Intervention : « Le réarmement des États contre l'Europe ? », École d'été en études stratégiques « Penser les conflits au XXI^e siècle », École militaire, 12 juin.

- Délégation IRSEM à Eurosatory avec Amélie Férey, Céline Marangé, Enzo Fasquelle, Villepinte, 18 juin.



Martial Foucault

- Publication : avec Pierre C. Boyer et Jonathan Garson, « Le consentement des Français au financement des dépenses de défense : analyse de l'enquête du Conseil des prélèvements obligatoires (2025) », Institut des politiques publiques, 30 juin.



Marine de Guglielmo Weber

- Intervention croisée avec Luka Perkins-Petit, autour de la géo-ingénierie et de la modification de la météo, La Générale (Paris), 9 juin.

- Intervention : « Changement climatique : un enjeu de défense ? Comprendre et ques-

tionner le nexus environnement-défense », École d'été en études stratégiques, École militaire, 11 juin.

- Publication : avec Florian Opillard et Carine Pina (dir.), « Les interventions HADR face aux aléas environnementaux : Enjeux scientifiques, politiques et opérationnels », Étude 136, IRSEM, 30 juin ; article : « L'interface science-décision à l'épreuve du climat », entretien avec François Ravetta, p. 27-32.

- Publication : « La modification de la météo en Chine. Vitrine d'une hydro-hégémonie régionale et d'une puissance technologique mondiale », *Revue défense nationale*, « Quand la Chine dépasse le monde », sous la direction de Benoît de Tréglodé et Carine Pina, 892, juin-juillet.



Béatrice Hainaut

- Publication : « From Satellites to Data Centers. The Iran Conflict and the Expansion of the Modern Battlespace », AzurX, juin.

- Intervention à la table ronde « The European Strategic Autonomy in Space », Eurosatory 2026, 16 juin.

- Intervention au sein du panel « Shared Spectrum: Radio Frequency Coordination », événement SPATIO, 25 juin.



Marie Hiliquin

- Publication : « The rise of Europe's Strategic Self-Containment », *9dashline newsletter*, 29 mai.

- Publication : avec Philippe Perchoc, « 2030: What to Expect? », Enquête 04/2026, IRSEM Europe/DGRIS, 30 juin.



Isabelle Lafargue

- Organisation du deuxième séminaire Iran « L'Iran à l'épreuve de la guerre : entre résilience et fissures internes », avec Fatiha Dazi-Héni et Audrey Pluta, École militaire, 16 juin.

- Participation à la deuxième réunion CEMRES (Initiative Défense 5+5) à Tripoli (Libye), 23-24 juin.



Maxime Launay

- Organisation du colloque « Services militaires et mobilisations (fin XIX^e-XXI^e siècles) » avec Bénédicte Chéron

(ICP) et Thibault Fouillet (IESD), École militaire/ Institut catholique de Paris, 1^{er}-2 juin.

- Interview dans « Service militaire adapté, modèle inspirant pour le futur service national ? », France Télévisions réseau Outre-mer, 1^{er} juin.

- Communication : « Patriotes ou antimilitaristes ? Les socialistes et le service militaire au XX^e siècle », colloque « Services militaires et mobilisations (fin XIX^e-XXI^e siècles) », École militaire, 1^{er} juin.

- Communication : « L'armée, "école du crime" ? Les anarchistes et le choix de l'insoumission dans les "années 68" », colloque « L'anarchisme dans tous les sens (XIX^e-XXI^e siècles) » organisé par l'Observatoire des extrémismes et signes émergents à l'Université Polytechnique de Valenciennes, 4-5 juin.

- Communication : « Le retour du service militaire en Europe », École d'été en études stratégiques : « Penser les conflits au XXI^e siècle », École militaire, 12 juin.

- Communication : « "L'antimilitarisme est presque universel en France, mais le pacifisme y est presque inconnu". Pacifisme et antimilitarisme dans la France des années 1968 », journées d'étude « Pour une histoire de la paix. Place et enjeux de la paix dans l'historiographie francophone », La Contemporaine, Nanterre, 18-19 juin.



Alexandre Lauret

- Co-organisation du séminaire Afrique avec Mathieu Mérino et Yves Auffret : « Le cyberspace africain, entre autonomie et dépendances », École militaire, 9 juin.

- Participation à la table ronde : « Les migrations entre la Corne de l'Afrique et la péninsule Arabique », Institut des chrétiens d'Orient, Paris, 18 juin.

- Publication : « Djibouti. Si proche de la poudrière yéménite », *Orient XXI*, 18 juin.



Céline Marangé

- Interview : « La Guerre d'Europe a commencé », Podcast « L'Ukraine face à la guerre », par Tetyana Ogarkova, 29 mai.

- Interview : « La Guerre d'Europe a commencé », Podcast « Quel Monde », RTL, par Jim Nejman, 2 juin.

- Interview : « Poutine se dote des moyens d'une action contre un pays de l'OTAN », Le Vif, Belgique, par Gérald Papy, 4 juin.

- Animation du Book Club « Front de l'Est » avec comme invitée la Pr Juliette Faure pour son livre *The Rise of Russian Hawks: Ideology and Politics from the Late Soviet Union to Putin's Russia*, École militaire, 4 juin.

- Interview : « La guerre d'Europe a commencé, analyse Céline Marangé », Tout Un Monde, RTS, Suisse, 10 juin.

- Lauréate du Prix du livre de géopolitique 2026 pour *La guerre d'Europe a commencé* (Les Arènes, 2026), Hôtel Dassault, 17 juin.

- Co-animation du séminaire « L'engagement des volontaires civils étrangers dans la guerre en Ukraine » avec Clément Perrot, doctorant à l'EHESS, cycle IRSEM/ISP sur l'espace social et politique de la guerre, 19 juin.

- Interview par Sophie Malibeaux, « Révisionnisme, déni et propagande, armes de la Russie dans la guerre d'Europe », « Les Dessous de l'info », RFI, 19 juin.

- Invitée à l'émission « Affaires étrangères » animée par Christine Ockrent, « Ukraine, une lueur d'espoir », France Culture, 20 juin.

- Organisation en partenariat avec le SWP et Chatham House d'un séminaire fermé intitulé « Ukraine as a Security provider for Europe: A Reality or a Distant Dream? » et modération de la seconde session sur le rôle de l'Ukraine dans la future architecture de sécurité européenne, École militaire, 22 juin.

- Organisation d'une conférence publique à Sciences Po intitulée « In the Eye of European Storm: Lessons from Ukraine for European Defence » en partenariat avec l'École d'affaires publiques de Sciences Po et Chatham House et participation aux débats, 22 juin.

- Modération de la table ronde « L'Europe au défi de la puissance et du droit », Conversations Tocqueville sur le thème « Quel avenir pour la démocratie », château de Tocqueville, Cotentin, 27 juin.

- Interview : « Après l'Ukraine, l'Europe : quelles ambitions pour Vladimir Poutine », Les grands dossiers de *Diplomatie*, « Russie : La guerre comme seul horizon ? », juin-juillet.



Mathieu Mérino

- Co-organisation, avec Alexandre Lauret et Yves Auffret, du séminaire « Le cyberspace africain, entre autonomie et dépendances », École militaire, 9 juin.

- Participation au jury de mémoire d'un stagiaire officier de la 33^e promotion de l'École de guerre travaillant sur la région du Sahel, Paris, 9 juin.

- Participation au jury de mémoire de 3^e année de Magistère en Relations internationales et action à l'étranger à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne et portant sur « L'acclimatation. La relation bilatérale militaire franco-tchadienne dans les discours officiels de 1990 à 2025 », 9 juin.

- Intervention : « L'expansionnisme chinois en Afrique : entre relation asymétrique et intérêts stratégiques », table ronde « L'expansionnisme chinois en Afrique, en Amérique latine et dans le Pacifique », Académie du renseignement, 10 juin.

- Participation au jury des grands oraux du Master 2 d'enseignement à distance « Analyste en stratégie internationale/défense et sécurité (ASI/DS) », Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS Sup'), Paris, 12 juin.

- Co-organisation, avec Alexandre Lauret et l'équipe DGRIS/NIRAS, d'un café-débat sur « Les évolutions du djihadisme sur le flanc Est de l'Afrique » dans le cadre de l'Observatoire de l'Afrique de l'Est, centrale et australe, Paris, 16 juin.

- Participation au colloque final du projet ANR « Production et contestations de la vérité électorale » (CERI Science Po & IMAF) ; discutant de Sandrine Perrot sur « L'administration du "vrai" : retour sur les contestations électorales du scrutin de janvier 2026 en Ouganda », Paris, 17 juin.

- Mission de recherche et de contacts auprès des services européens impliqués dans les questions africaines, Bruxelles (Belgique), 19-22 juin.

- Séance de travail/échanges avec le Collège de défense de l'OTAN sur les questions africaines, Paris, 24 juin.

- Participation à la table ronde du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères portant sur « Les rivalités d'influence dans les Grands Lacs », Paris, 29 juin.



Florian Opillard

- Publication : avec Marine de Guglielmo Weber et Carine Pina (dir.), « Les interventions HADR face aux aléas environnementaux : Enjeux scientifiques, politiques et opérationnels », Étude 136, IRSEM, 30 juin ; article : « Irma, crise hors cadre et épreuve d'État », p. 73-80.



Philippe Perchoc

- Participation à l'atelier prospectif « European Parliament 2040 Scenario building workshop », 29 mai.

- Média : « "L'Europe n'a pas l'expérience de la guerre moderne", prévient le directeur de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire Europe, en conférence à Toulon », *Nice-Matin*, 3 juin.

- Conférence : « Quelle place pour l'Europe dans la défense de l'Europe ? », FMES, Toulon, 4 juin.

- Participation au Congrès de l'AFSP, Lyon, 30 juin-2 juillet.

- Publication : avec Marie Hiliquin, « 2030: What to Expect? », Enquête 04/2026, IRSEM Europe/DGRIS, 30 juin.



Carine Pina

- Publication : avec Marine de Guglielmo Weber et Florian Opillard (dir.), « Les interventions HADR face aux aléas environnementaux : Enjeux scientifiques, politiques et opérationnels », Étude 136, IRSEM, 30 juin ; article : « Les interventions HADR chinoises à l'étranger », p. 96-110.

- Publication : « La Chine se positionne à la pointe des nouvelles technologies et entend s'y maintenir », *Marine&Océans*, juin 2026, p. 24-25.

- Recension : « Yali Chen, *Chinoises en Suisse : une perspective féministe, intersectionnelle et transnationale* » (Lausanne, Antipodes, « Existences et Société », 2023), *Diasporas*, 45/0001, p. 281-283.

- Intervention : « Stratégies chinoises et équilibres de puissance en Océanie insulaire », Académie du renseignement, École militaire, 10 juin.

- Publication : co-direction avec Benoît de Tréglodé du numéro spécial d'été « Quand la Chine dépasse le monde », *Revue Défense nationale* (RDN), 892, juin-juillet ; article : « Former pour normer : Les Ateliers Luban (鲁班工坊) au service de la diplomatie éducative et industrielle de la Chine ».



Audrey Pluta

- Publication : « Les petites mains de la répression face à l'effondrement : syndicalisation et relégitimation de la police en Tunisie post-2011 », *Genèses*, 142, juin, p. 85-108.

- Publication : « Les élections municipales à Gafsa », dans Alia Gana et Maher Ben Rebah (dir.), *L'émergence contrariée du local dans la Tunisie post-2011*, Tunis, Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, juin.



Maud Quessard

- Participation à la table ronde « Un monde sans foi ni loi », organisée par le Centre Thucydide et les Éditions Panthéon-Assas à l'Université Paris-Panthéon-Assas, à l'occasion du lancement du hors-série de *L'Année des relations internationales*, avec Kevin Parthenay, Laura Pettinaroli et Frédéric Ramel, 1^{er} juin.

- Nommée chevalier dans l'ordre national du Mérite par décret du 15 mai 2026, remise de décoration lors de la prise d'armes de la DGRIS aux Invalides, 18 juin.

- Publication : Dossier OPEXAM, *Politique américaine*, 45, juin-juillet.



Tanguy Quidelleur

- Participation à l'émission « Cultures Monde », animée par Julie Gacon, « Au Burkina Faso, un aveu d'impuissance ? », série « Peine de mort : le grand retour en arrière ? », France Culture, 11 juin.

- Participation au Groupe de recherche « Crises, violences, incertitudes » de l'Unité de recherche Migrations et Société (URMIS), avec Linda Comlan Sessi, « Socialisation des jeunes à la violence dans le nord du Bénin : perspective sociologique et enjeux méthodologiques », 23 juin.



Clément Renault

- Publication : « Renseignement : qui surveille qui ? », *Sciences humaines*, 390, juin.

- Conférence : « Analyser dans le chaos informationnel : introduction aux méthodes des services de renseignement », Université populaire de la rationalité et de l'esprit critique (UPREC), Sorbonne Université, 2 juin.

- Intervention : « Layers of Resilience: Rethinking Transatlantic Intelligence Cooperation », Intelligence College in Europe Academic Conference, Munich, 17 juin.

- Intervention : « From Data to Decision: AI and the Evolution of Intelligence Tradecraft in the Russo-Ukrainian War », Intelligence College in Europe Academic Conference, Munich, 19 juin.

- Entretien : « Souveraineté numérique : les services de renseignement européens face au défi de l'indépendance technologique », AFP et *Sud-Ouest*, 18 juin.



Virginie Saliou

- Recension : « Frédéric Lasserre et Pauline Pic, *Géopolitique des détroits. Enjeux de contrôle de passages stratégiques*, Paris, Le Cavalier bleu, 2025, 184 p. », dans *L'Année des relations internationales*, *Un monde sans foi ni loi*, 2026, p. 119-122.



Eugénie Stoclet

- Communication : « Multiscalar Adaptation in Transboundary Basins Amidst Shifting Geopolitics. Insights from Central Asia », conférence de la British International Studies Association (BISA) 2026, Brighton (Royaume-Uni), 3 juin.

– Communication : « A Multiscalar Framework for Water Resilience and Peacebuilding in Transboundary Basins. Insights from the Syr Darya », Fourth International Conference on Environmental Peacebuilding, 9 juin.

- Publication : « La montée en puissance hydroélectrique de la Chine : du développement national à l'implantation internationale », *Revue Défense nationale*, « Quand la Chine dépasse le monde », sous la direction de Benoît de Tréglodé et Carine Pina, 892, juin-juillet.



Hugo Tierny

- Intervention auprès des officiers stagiaires de l'École de guerre, Paris, École de guerre, 4 juin.

- Publication : « Empreinte de la Chine à l'étranger », Veille stratégique 4, IRSEM, 22 juin.



Benoît de Tréglodé

- Modération de la table ronde « La Péninsule indochinoise, de la guerre à la paix » (6 intervenants), au colloque international « De l'« Extrême-Orient » à l'« Indopacifique ». Crises, conflits et processus de paix en Asie-Pacifique (XX-XXI^e siècles) », Université Paul Valéry – Montpellier 3, 1^{er} juin.

- Conférence, suivie d'une séance de dédicace, sur le livre *Le Viêt Nam en 100 questions. Au carrefour d'une nouvelle Asie* (Tallandier, 2026), librairie Le Phénix, Paris, 26 juin.

- Conférence, suivie d'une séance de dédicace, sur le livre *Le Viêt Nam en 100 questions. Au carrefour d'une nouvelle Asie* (Tallandier, 2026), Société d'histoire et des amis de la forêt d'Armainvilliers, Gretz-Armainvilliers, 27 juin.

- Interview : « Le Vietnam ne veut plus être l'otage de rivalités internationales », RFI, diffusion 27 et 28 juin.

- Entretien sur le livre *Le Viêt Nam en 100 questions. Au carrefour d'une nouvelle Asie* (Tallandier, 2026), *Conflits*, 30 juin.

- Publication : co-direction avec Carine Pina du numéro spécial d'été « Quand la Chine dépasse le monde », *Revue Défense nationale*, 892, juin-juillet ; avant-propos et article : « Viêt Nam, Laos, Cambodge, une intégration régionale dominée par la Chine ».



Victor Violier

- Communication, avec Florian Opillard (IRSEM) : « Aging into senior command at the Ecole de guerre » au sein du Groupe de travail « Military Professions » coordonné par Tom Crosbie (maître de conférences en opérations militaires au

Centre des opérations interarmées du département des opérations militaires du Collège royal de Défense du Danemark), à la 18^e Conférence biennale d'ERGOMAS (European Research Groupe On Military And Society), Aarhus (Danemark), 31 mai-4 juin.

- Organisation et animation de la 4^e séance annuelle du séminaire du Réseau thématique (RT) 34 – sociologie politique, de l'Association française de sociologie (AFS), consacré à la présentation et la discussion de deux ouvrages : *La politique des visas. Filtrer les mobilités internationales en Chine et en Algérie* (Éditions du Croquant, 2025), de Juliette Dupont (chargée de recherche F.R.S.-FNRS en science politique à l'UCLouvain-Bruxelles), et *Une politisation feutrée. Les hauts fonctionnaires et l'immigration en France (1962-1981)* (Éditions du Croquant, 2025), de Sylvain Laurens (directeur d'études à l'EHESS et chercheur au Centre Maurice Halbwachs), site Pouchet du CNRS, Paris, 17 juin.

- Organisation et animation de la dernière séance annuelle du cycle IRSEM/ISP co-organisé avec Anna Colin-Lebedev, Anne Le Huérou et Céline Marangé ; présentation des travaux de thèse de doctorat de Clément Perrot, doctorant en Études politiques à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS, CERCEC) sous la direction de Ioulia Shukan : « L'engagement des volontaires civils étrangers dans la guerre en Ukraine : approcher l'effort de guerre par ses "zones grises" », École militaire, Paris, 19 juin.

- Enseignement : « Understanding Russia's influence strategies » au sein du module « Geopolitics and security » de l'Executive Master of Public Administration (EMPA) de Sciences Po, Sciences Po, Paris, 25 juin.

- Participation au 18^e Congrès national de l'Association française de science politique (AFSP), Sciences Po Lyon, Université Lyon 2 et Université Lyon III, Lyon, 30 juin-2 juillet. Coordination avec Sarah Daoud et Gilles Dorronsoro du Groupe de recherche CoBRA – Contraintes bureaucratiques, risques, adaptations sur les terrains (2 sessions thématiques) ; coordination avec Anna Colin-Lebedev de la Section thématique 22 « Sociologie politique de la conduite de la guerre » (2 sessions) ; présentation, avec Maxime Audinet (professeur junior, Inalco), au sein de la Section thématique 4 « Acteurs, univers et échelles des politiques de sécurité contemporaines » coordonnée par Anthony Amicelle (Sciences Po Bordeaux) et Sarah Perret (ESPOL, Lille) : « Le pendule de l'adhocratie. Transformations de l'État et remédiations de l'action publique internationale de la Russie en guerre ».



Océane Zubeldia

- Publication : « Le Teleautomaton : prototype oublié ou engin fondateur des drones modernes ? », *Le Magazine des ingénieurs de l'armement*, 138, juin, p. 102-103.

- Communication : « Driving strategic thinking on competitiveness, uncertainty, and transformation from a European standpoint », table ronde « Leveraging Technology in the Arctic: Innovation, Advantage, and Strategic Risk, Arctic Security Seminar », Maison du Canada, Londres, 3 juin.

- Échange avec Nick Childs (senior fellow International Institute for Strategic Studies (IISS)), Marc Woodcock (attaché de défense naval), Christina Venard (responsable des études stratégiques, ministère des Armées), Londres, 5 juin.

- Participation en qualité de grand jury, dans le cadre de l'Entente cordiale Challenge 2026, à la restitution des travaux des cinq équipes françaises lauréates, thématique « Conflits, technologies et sécurité mondiale », à l'initiative de Frédéric Rose (directeur de cabinet du président de la République), Palais de l'Élysée, 10 juin.

Veille scientifique

I États-Unis

MoU États-Unis-Iran

Nate Swanson, « Iran Won the War but May Lose the Peace », *Foreign Affairs*, 18 juin 2026.

Nate Swanson, ancien membre de l'équipe de négociation iranienne sous l'administration de Donald Trump, analyse le mémorandum d'entente signé entre Washington et Téhéran après quarante jours de guerre. Sa thèse principale est que l'Iran, bien qu'affaibli militairement et marqué par une répression interne ayant fait des milliers de victimes, a fait du contrôle du détroit d'Ormuz un instrument de dissuasion plus efficace que ne le serait l'arme nucléaire.

L'enjeu identifié par l'auteur est un dilemme stratégique pour Téhéran. Le détroit ne peut servir simultanément de source de revenus et de garantie de sécurité, puisque toute redevance prélevée sur le trafic maritime affaiblit la crédibilité de la menace de fermeture, qui constitue la valeur dissuasive réelle de l'instrument. Deux trajectoires sont envisageables. Si l'Iran impose des frais via la nouvelle autorité du détroit, déjà sanctionnée par Washington pour ses liens avec les Gardiens de la révolution, il risque de relancer les efforts de contournement du détroit par les États du Golfe et de fournir des arguments aux partisans d'une reprise des hostilités à Washington comme en Israël. S'il renonce à cette monétisation, il conserve son avantage stratégique mais se prive d'une ressource financière dont il a besoin après les destructions de la guerre. La position de l'auteur, ancien négociateur devenu critique de l'issue du conflit, donne une connaissance précise du dossier mais introduit un biais possible. L'absence de toute mention des concessions obtenues par Washington suggère une lecture orientée vers la partie jugée perdante plutôt qu'un bilan équilibré des deux camps.

James M. Acton, « The Latest Iran Deal Ignores the Lessons of the Past », *Carnegie Endowment for International Peace*, 18 juin 2026.

James M. Acton, codirecteur du programme de politique nucléaire de la fondation Carnegie pour la paix internationale, situe le mémorandum de juin 2026 dans la suite des accords avortés conclus avec l'Iran depuis 2003. Il rappelle que les textes de 2003 et de 2004, négociés par la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, se sont effondrés en moins d'un an

dans les deux cas, parce que leur formulation imprécise a permis à chaque partie d'en donner une lecture différente, l'Iran estimant pouvoir poursuivre certaines activités que ses interlocuteurs considéraient comme prohibées.

L'enjeu soulevé par Acton est que le nouveau mémorandum reproduit ce schéma. La notion de *status quo* nucléaire que l'Iran s'engage à maintenir n'est définie nulle part dans le texte, ce qui laisse place à des contestations concrètes. Téhéran a déjà mené, depuis la fin de la guerre, des opérations de nettoyage et de sécurisation sur ses sites, qui pourraient être présentées comme des mesures environnementales ou de sécurité plutôt que comme une violation. Deux trajectoires sont envisagées par l'auteur. Soit l'administration américaine impose, au cours de la négociation de soixante jours, des clauses de vérification comparables à celles de l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien, ce qui suppose une diplomatie technique et patiente dont elle n'a, selon Acton, montré aucun signe jusqu'à présent. Soit l'accord conserve son imprécision actuelle et s'expose au même sort que ses prédécesseurs, c'est-à-dire un effondrement en moins d'un an. La limite de cette analyse est de traiter la précision textuelle comme la variable décisive du succès diplomatique, en laissant peu de place au rapport de force militaire et économique entre les deux pays. Ce rapport de force, distinct de celui de 2003 ou de 2004 puisqu'il succède à une guerre ouverte et non à la simple révélation d'un programme clandestin, pourrait déterminer la volonté réelle de Téhéran de respecter un texte, même rigoureusement rédigé.

Préparation du sommet de l'OTAN

Paul Taylor, « Are we on the road to a trainwreck or balanced burden-sharing? » et Jennifer Kavanagh, « In Ankara, allies must confront hard truths », dans Iana Maisuradze et Paul Taylor (dir.), *Countdown to the NATO Summit in Ankara: priorities and expectations in 2026*, Compendium Europe in the World Programme / European Policy Centre, 16 juin 2026.

L'European Policy Centre, centre de recherche basé à Bruxelles, publie depuis le sommet de Vilnius en 2023 un compendium avant chaque réunion de l'OTAN. La quatrième édition, parue le 16 juin 2026 sous la direction d'Iana Maisuradze et de Paul Taylor, réunit treize contributions courtes signées par des chercheurs internes à l'EPC ainsi que par des intervenants extérieurs, parmi lesquels l'ancienne porte-parole de l'OTAN Oana Lungescu, la directrice des études militaires de Défense Priorities Jennifer Kavanagh, et l'ancien représentant permanent de la Turquie auprès de l'OTAN Tacan İldem.

Le document détaille le cahier des charges du sommet d'Ankara, prévu les 7 et 8 juillet 2026, autour de quatre priorités : fixer une trajectoire crédible vers 5 % du PIB consacré à la défense d'ici 2035, transformer ces budgets en capacités réelles via le Forum de l'industrie de défense de l'OTAN, avancer sur le partage du fardeau entre Européens et Américains dans la défense conventionnelle du continent, et acter les modalités de soutien continu à l'Ukraine alors que les stocks américains de munitions sont mis sous tension par la guerre en Iran.

L'intérêt de cette source tient à sa publication trois semaines avant l'ouverture du sommet, dans un contexte régional particulier. Le compendium paraît en effet la veille de la clôture du sommet du G7 à Evian, où Emmanuel Macron a salué un climat de réconciliation avec Donald Trump, scellé par un dîner au château de Versailles, ainsi qu'un accord affiché entre les sept pays pour intensifier les sanctions contre la Russie et soutenir davantage l'Ukraine. Cette tonalité conciliante contraste fortement avec celle des contributions les plus critiques du compendium. Paul Taylor décrit l'Alliance comme engagée simultanément dans un rééquilibrage militaire et une dégradation politique, et Jennifer Kavanaugh soutient que le retrait américain de la défense européenne, illustré par la réduction du nombre de brigades américaines stationnées en Europe et les tensions autour du Groenland, relève d'une tendance structurelle de long terme plutôt que d'un simple aléa lié à la personnalité du président Trump. Le sommet d'Ankara apparaît ainsi comme le véritable test de cette dynamique. Les déclarations d'unité affichées à Evian, qui restent des engagements politiques généraux, devront se traduire à Ankara en mesures contraignantes et chiffrées sur le partage du fardeau et la défense collective, faute de quoi l'épisode du G7 ne serait qu'une parenthèse diplomatique sans effet sur les tensions structurelles identifiées par les contributeurs les plus critiques du compendium.

Camilla Maury

Bibliothèque stratégique



Léon XIV, *Magnifique humanité (Magnifica Humanitas)* – Encyclique, Cerf/Bayard/MAME, mai 2026, 224 pages.

Le Saint-Siège est un acteur géopolitique singulier : sans puissance militaire ni économique, il dispose d'une influence normative portée par 1,4 milliard de fidèles, majoritairement situés dans le Sud global. Jan Werner Müller (Princeton) désigne ainsi le pape comme « le principal porte-parole de la démocratie chrétienne occidentale », rôle d'autant plus visible que ce courant politique recule en Europe. *Magnifica Humanitas* paraît dans un contexte de rivalité technologique intense entre les États-Unis et la Chine, alors que l'AI Act européen exempte l'IA militaire de son champ d'application. Léon XIV y formule des jugements précis sur la gouvernance, les données et les armes autonomes. La présence de Chris Olah (Anthropic) à la cérémonie de publication illustre le choix de l'Église de dialoguer avec les acteurs de la Silicon Valley les plus attentifs à la sécurité. Publiée le jour du 135^e anniversaire de *Rerum Novarum* (1891) et dans la continuité de *Laudato si'* (2015), l'encyclique vise moins à produire des lois qu'à fournir un cadre moral durable, susceptible de légitimer une approche réformatrice de la gouvernance technologique.

Le texte oppose deux figures bibliques : Babel, projet de domination uniformisante voué à l'échec, et Jérusalem reconstruite sous Néhémie, effort collectif attentif aux plus vulnérables. Léon XIV définit l'IA de façon restrictive : elle imite certaines fonctions cognitives mais ne possède ni conscience, ni capacité d'aimer ou de souffrir. Cela lui permet d'écarter toute prétention de l'IA à remplacer le jugement moral humain. Reprenant la notion de « paradigme technocratique » de *Laudato si'*, il dénonce la concentration du pouvoir numérique entre quelques acteurs privés transnationaux, l'opacité des algorithmes et l'empreinte écologique des infrastructures numériques. Il identifie des risques individuels (affaiblissement du jugement critique, substitution des relations humaines par des interactions simulées) et collectifs (amplification des discriminations, exclusion des populations vulnérables). Principe central : aucune IA n'est moralement neutre, car tout système incorpore des choix normatifs. Le pape appelle donc à une gouvernance fondée sur des cadres juridiques contraignants et des contrôles indépendants, et refuse que les données soient la propriété exclusive d'acteurs privés ; il introduit la notion de « colonialisme numérique » pour décrire l'appropriation des données de populations

entières. Il dénonce enfin l'exploitation qui soutient l'économie numérique (travail précaire de modération, extraction de terres rares). Critiquant le transhumanisme pour son risque de hiérarchiser les vies humaines, Léon XIV condamne les armes létales autonomes et rejette l'idée d'« agents moraux artificiels », appelant à des règles internationales garantissant une responsabilité humaine identifiable. La conclusion appelle à « désarmer » l'IA : limiter ses usages militaires et la soustraire à la compétition permanente entre États et entreprises. Sans jamais les nommer, l'encycliclique vise implicitement les grandes plateformes numériques (Meta, Google, Amazon, Microsoft et leurs équivalents chinois). Le CSIS y voit un recentrage salutaire du débat américain, trop focalisé sur les risques existentiels, vers des enjeux concrets de dignité et d'inégalités. Certains commentateurs qualifient le pape d'« antitrust », défendant une économie sociale de marché entre libéralisme américain et interventionnisme chinois. Plusieurs passages peuvent être lus comme une critique implicite du populisme nationaliste qui façonne l'IA (courant associé à Steve Bannon). Le concept de « colonialisme numérique » rejoint les préoccupations de l'Union africaine et de l'Inde sur la souveraineté des données. Sur le plan militaire, le Saint-Siège défend un cadre international contraignant, alors que les grandes puissances (États-Unis, Chine, Russie, Israël) restent réticentes.

La société civile a salué le texte comme une boussole morale, tandis que les acteurs technologiques sont restés largement silencieux. Brookings et Georgetown estiment que son influence sera culturelle et normative plutôt que législative, mais durable via les institutions catholiques (écoles, universités, hôpitaux). Le CSIS souligne la capacité du Vatican à proposer un récit cohérent face à un débat américain fragmenté, offrant aux catholiques américains une grille de lecture transcendant les clivages partisans. En Europe, Gressani évoque un « néo-guelfisme » : le pape comme arbitre moral d'un projet européen en quête de récit, à l'heure où l'AI Act laisse l'IA militaire hors de son champ. La Chine, jamais nommée, apparaît comme une cible implicite via la critique de la surveillance algorithmique ; le contraste avec la doctrine du PCC, purement instrumentale, est net. Le Grand Continent relativise toutefois l'écart sino-américain, estimé à sept mois d'avance pour les États-Unis. Sans désigner explicitement ses cibles, *Magnifica Humanitas* identifie les principaux rapports de pouvoir de l'économie numérique mondiale et articule éthique, social et géopolitique dans un même cadre d'analyse. Son influence se mesurera moins à l'adoption de lois nouvelles qu'à sa capacité à réintroduire, durablement, une ambition réformatrice et normative dans le débat technologique mondial.

Camilla Maury